

Sur les usages politiques d'un concept en Europe

Le retour des « populistes » en Amérique latine

HERVÉ DO ALTO

Si, de nos jours, la gauche européenne regarde à nouveau vers l'Amérique latine avec l'espoir d'y trouver, comme par le passé, des réponses à ses propres dilemmes, ce ne sont plus les mêmes ambitions qui l'animent, cependant. Hier, « l'extrême occident » était une terre de résistance armée qui laissait augurer de lendemains socialistes et révolutionnaires. Aujourd'hui on ne cesse de vouloir opposer aux anciens révolutionnaires les dirigeants de la nouvelle gauche latino-américaine, à tel point que le discours sur les « deux gauches » est devenue une antienne ressassée à l'envi tant au sein des champs politique qu'intellectuel. C'est ainsi que réapparaît systématiquement le même chef d'accusation à l'encontre des Chávez, Morales et Correa : leur supposé « populisme ». Mais ce supposé populisme fait l'objet de tant d'attaques car sous bien des aspects, il s'érige en mauvaise conscience d'une gauche européenne qui a renoncé aux idéaux qui, des décennies durant, constituèrent son logiciel idéologique, et qui désormais, ne peut analyser la croissante désaffection des classes populaires à son égard que sous l'angle de la « théorie du complot ».

Hervé Do Alto: politologue français, master de Science Politique, Institut d'Études Politiques (Université Paul-Cézanne Aix-Marseille III). Coauteur de *La revolución de Evo Morales. De la coca al Palacio* (Capital Intelectual, Buenos Aires, 2006).

Mots clés: populisme, gauche, Europe, Amérique latine.

Les victoires accumulées par la gauche latino-américaine depuis les années 1990 ne cessent d'interpeller les faiseurs d'opinion en Europe. Un air de « déjà vu », sans doute, pour celles et ceux qui vécurent l'engouement suscité, non seulement au sein de la gauche, mais aussi chez une partie significative du monde académique, par la révolution cubaine de 1959, le triomphe de l'Unité Populaire au Chili en 1970, ou encore la prise de pouvoir des sandinistes en 1979 au Nicaragua. Les expériences

conduites par Fidel Castro, Salvador Allende ou Daniel Ortega constituèrent en leur temps autant de modèles susceptibles de dessiner des voies originales vers un « socialisme démocratique » censé offrir une perspective radicalement distincte du « socialisme réel » alors régnant en Europe centrale et orientale. Ainsi, en France, les processus révolutionnaires qui ont successivement gagné l'Amérique latine ont chacun fait l'objet d'intenses débats à gauche, qu'ont illustré à leur manière Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre en répondant à l'invitation du *líder máximo* cubain en 1960. Le Parti socialiste (PS) français se trouvait alors marginalisé dans un champ politique dominé par deux forces significatives jusqu'à la fin des années 1970 : le mouvement gaulliste, solidement afféré au pouvoir, et le Parti communiste (PCF), principal représentant de la classe ouvrière. L'Amérique latine faisait figure de « terre promise » : elle entretenait l'espoir d'un projet socialiste indépendant de Moscou et des enjeux de la « guerre froide ». À cette époque, sans doute sous l'influence d'un PCF au poids électoral important, et auquel il était ponctuellement allié, le PS rejetait encore l'étiquette « social-démocrate », proposant même des programmes de gouvernement ambitieux en matière de politique économique et sociale lors des élections présidentielles de 1974 et 1981¹.

■ La social-démocratie européenne au miroir de l'Amérique latine

Aujourd'hui, à l'évidence, la gauche européenne n'a plus guère à voir avec ce qu'elle était il y a trente ans. Le processus d'*aggiornamento* idéologique que décrivait prophétiquement Otto Kirchheimer au sujet du SPD allemand, lorsque ce dernier abandonna toute référence au marxisme ou à la lutte de classes lors de son Congrès de Bad Godesberg en 1959², s'est finalement réalisé dans la quasi-totalité des partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Y compris au sein du PS français, que bon nombre de ses partenaires en Europe jugent pourtant archaïque au regard des réticences que certains de ses dirigeants continuent à formuler à l'encontre du libéralisme économique à tout crin. Ainsi, alors que tous les partis sociaux-démocrates européens ont affiché un soutien sans ambages au Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE), une minorité de membres du PS persistait à douter des bienfaits supposés d'une économie de marché dépourvue de toute restriction significative³. Il ne fait nul doute que pour Anthony Blair, Gerhard Schröder, Lionel Jospin et Felipe González – les artisans de la conversion de la social-démocratie européenne à ce que

¹ Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Paris, Arléa, 2000.

² Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western Europe Party System », dans Joseph La Palombara et Myron Weiner (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

³ Le TCE érigeait « l'économie sociale de marché hautement compétitive » en paradigme obligatoire de la politique économique de tout État membre (cf. art. I-3-3).

l'on identifie désormais comme le « social-libéralisme » –, un tel état de fait ne pouvait résulter que d'un anachronisme illustrant l'incapacité des socialistes français à « accepter le monde tel qu'il est ».

Si, de nos jours, la gauche européenne regarde à nouveau vers l'Amérique latine avec l'espoir d'y trouver, comme par le passé, des réponses à ses propres dilemmes, ce ne sont plus les mêmes ambitions qui l'animent, cependant. Hier, « l'extrême occident » était une terre de résistance armée qui laissait augurer de lendemains socialistes et révolutionnaires. Les guérillas victorieuses, ici à La Havane, là à Managua, se chargeaient d'entretenir une aspiration qui, en Europe même, s'était définitivement envolée au terme des « années de poudre » dont le Mai 1968 français fut le symbole le plus éclatant⁴. Que ce soit en France, en Allemagne ou en Italie, les grandes manifestations contre la guerre du Vietnam, comme les luttes étudiantes et ouvrières n'ont été que de brefs printemps populaires dépourvus de toute perspective viable. À l'époque, un écrivain vénézuélien, Carlos Rangel, va même jusqu'à railler la vision idéalisée qu'entretiennent des intellectuels de gauche européens en mal d'utopie, désormais voués à une recherche désespérée en Amérique latine de « bons révolutionnaires »⁵ devenus introuvables sur le Vieux continent. Aujourd'hui, c'est avec une profonde perplexité que les dirigeants de gauche, comme les universitaires, observent l'effervescence politique d'une région dont on croyait les leaders totalement acquis, eux aussi, aux vertus du marché. En 1999, Javier Santiso décrivait ainsi la conversion des « bons révolutionnaires » en « bons libéraux » au lendemain des transitions démocratiques comme des processus « *nourris de déceptions et de désenchantements à l'égard des révolutions* », caractérisés par un « *ralliement à une économie politique du possible, une économie et une politique davantage soucieuses d'éthique des conséquences que d'éthique des convictions* »⁶. Une analyse confortée par la praxis à la fois pragmatique et libérale de chefs d'État autoproclamés de « gauche moderne », tels Ricardo Lagos, du Parti socialiste chilien, ou Jaime Paz Zamora, du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire bolivien.

Les protagonistes du cycle de victoires à gauche initié à la fin des années 1990, avec un Hugo Chávez qui revendique pourtant, lors de sa première élection en 1998, la « troisième voie » promue par Blair en Grande-Bretagne, n'ont à première vue plus vraiment à voir avec leurs prédécesseurs. Qu'il s'agisse de Lula da Silva (Brésil) ou d'Evo Morales (Bolivie), Nestor Kirchner (Argentine) ou Rafael Correa (Équateur),

⁴ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 2. Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988.

⁵ Carlos Rangel, *Du bon sauvage au bon révolutionnaire*, Paris, Laffont, 1976.

⁶ Javier Santiso, « Du bon révolutionnaire au bon libéral ? À propos d'un étrange caméléon latino-américain », communication au colloque Sciences Po/El Colegio de México « Del populismo de los antiguos al populismo de los modernos », El Colegio de México, México, 21-22 octobre 1999.

tous leurs triomphes électoraux peuvent être perçus comme l'expression locale d'un rejet des effets des politiques économiques néolibérales, commun à l'ensemble du sous-continent. Tous ont également exhumé une rhétorique nationaliste et développementaliste que vingt années d'ajustement structurel et de privatisations paraissaient avoir rendue à jamais obsolètes. Pourtant, on ne cesse de vouloir opposer les dirigeants de cette nouvelle gauche latino-américaine, à tel point que le discours sur les « deux gauches » est devenue une antienne ressassée à l'envi tant au sein des champs politique qu'intellectuel. Ainsi, en juin 2006, l'ex-ministre des Affaires étrangères mexicain Jorge Castañeda affirmait-il dans une interview qu'en Amérique latine, « il y a deux gauches : l'une est moderne, ouverte, réformiste et internationaliste, et provient, paradoxalement, de la gauche radicalisée du passé. L'autre, née de la grande tradition du populisme latino-américain, est nationaliste, stridente et sectaire »⁷. Si elle provient d'un intellectuel latino-américain, cette analyse n'en demeure pas moins représentative de ce qui se dit et s'écrit en Europe. Ainsi, une prestigieuse revue française dédiée aux travaux de sciences sociales portant sur l'Amérique latine consacrait-elle un dossier aux « gauches de gouvernement », opposées, bien entendu, aux « gauches de rejet »⁸. La dichotomie fait désormais l'objet d'un tel consensus que peu de *social scientists* se risquent à relativiser ce qui relève de l'évidence, que ce soit dans les séminaires, colloques et autres publications⁹.

■ Le « populisme » dans les médias : une arme puissante de disqualification

Si la plupart des analystes reprenant la thèse des deux gauches se gardent bien, fort heureusement, d'adopter le style polémique d'un Castañeda pour exposer leur position, la distinction opérée par ce biais, pourtant, n'en conserve pas moins une forte charge normative visant à délégitimer les « trublions » – ou du moins, ceux que l'on perçoit généralement comme tels – qui prétendent rompre avec l'ordre régional hérité du Consensus de Washington. C'est ainsi que réapparaît systématiquement le même chef d'accusation à l'encontre des Chávez, Morales et Correa : leur supposé « populisme ». Les sciences sociales ont engendré peu de concepts qui fassent unanimement autorité. Comme on peut s'en douter, le populisme, à ce jour, demeure elle-même une notion polémique dépourvue de toute définition consensuelle parmi

⁷ Jorge G. Castañeda, « Latin America's Left Turn », *Foreign Policy* (Washington D.C.), Vol. 85, n° 3, 2006.

⁸ *Problèmes d'Amérique latine* (Paris), « Gauches de gouvernement, gauches de rejet », n° 55, 2005.

⁹ Parmi ces notables exceptions, on peut citer Carlos Moreira, « El nuevo mapa político de América Latina: ¿un giro a la izquierda ? », communication au 3^{ème} Congrès Latino-américain de Science politique (ALACIP), Campinas (Brésil), 6-8 octobre 2006 ; Franklin Ramírez Gallegos, « Mucho más que dos izquierdas », *Nueva Sociedad* (Buenos Aires), n° 205, 2006.

les politistes et sociologues¹⁰. Malgré l'évidente élasticité conceptuelle dont cette catégorie fait preuve, elle est pourtant systématiquement employée – souvent sans grande précaution méthodologique – par une majorité d'entre eux, dans le but implicite de critiquer des présidents qui, paradoxalement, sont aujourd'hui les mieux élus de toute l'Amérique latine.

Au-delà des cénacles universitaires, l'usage de l'expression semble s'être imposé dès lors qu'il s'agit de traiter des mandataires vénézuélien, bolivien ou équatorien. Et très souvent dans le but, cette fois explicite, de disqualifier des dirigeants qui ont le mauvais goût de ne pas correspondre aux canons du leader de gauche du XXI^{ème} siècle – des critères fixés, évidemment, par les journalistes eux-mêmes. En France, un bel exemple de ce type de travail éditorial a été livré par deux chroniqueurs de la radio publique France Culture, Alexandre Adler – ancien militant du PCF devenu le représentant français de l'idéologie néoconservatrice importée de Washington – et Philippe Val – rédacteur en chef du journal satirique *Charlie Hebdo*. Au lendemain de la nationalisation des hydrocarbures conduite par Evo Morales en Bolivie le 1^{er} mai 2006, Val déclare qu'il y a bien deux gauches en opposition, « *les national-populistes de l'école castriste du genre Chávez, de l'autre les sociaux-démocrates comme l'argentin Kirchner et le brésilien Lula* ». Et il rajoute : « *Grâce à leur démagogie populiste, [ils] feront tout pour que la gauche démocratique échoue en Amérique latine* ». Adler acquiesce : « *Chávez n'est pas un homme de gauche, c'est un militaire putschiste qui a essayé de faire une synthèse entre des idées de gauche et de droite, voire d'extrême-droite* ». Quant à Morales, qui bénéficie jusque-là d'une certaine aura due au fait qu'il soit le « *premier président indigène d'Amérique* »¹¹, il ne trouve plus grâce aux yeux de Val : « *Par cette nationalisation sans négociation, le président bolivien, Evo Morales, va se rendre populaire dans toute l'Amérique latine, alors qu'il s'agit d'une manœuvre pour en affamer la moitié* ». Les spécialistes de géopolitique apprécieront la finesse de l'analyse¹².

Les commentaires suscités par ces deux chefs d'État en France relèvent plus généralement d'un véritable parti pris médiatique. Au Venezuela comme en Bolivie, la situation politique se caractérise en 2007 par une tension extrême. À Caracas, la campagne autour du *package* de réformes constitutionnelles proposé par Chávez bat son plein. En France, cependant, on ne saura cependant jamais vraiment de quoi traitent ces réformes, résumées sommairement à une « *transformation socialiste de*

¹⁰ Adeline Joffres, « Le populisme d'Amérique latine en Europe : chronique d'un concept populaire », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, n° 7, 2007 (revue en ligne : nuevomundo.revues.org).

¹¹ On rappellera cependant que Benito Juárez, président du Mexique de 1867 à 1872, était lui-même un indien zapotèque.

¹² Mathias Reymond et Henri Maler, « Un complot fomenté par Philippe Val et Alexandre Adler ? », 19 mai 2006, consultable sur le site d'Acrimed (Action Critique Médias) : www.acrimed.org.

l'économie » (entendez « cubanisation ») et à une « tentative du leader populiste de se perpétuer au pouvoir » (en proposant une réélection indéfinie du président, pourtant en vigueur dans la quasi-totalité des pays européens !). En Bolivie, l'Assemblée Constituante réunie à Sucre, majoritairement acquise au gouvernement de Morales, tente de clore ses travaux. Là encore, rien sur les enjeux de la Constituante, mais beaucoup de sujets sur les mobilisations de papier¹³ de l'opposition, taillées sur mesure pour des médias trop heureux de pouvoir relayer les accusations de totalitarisme portées contre Morales, sans tenir compte du fait que le processus constituant s'érige en menace pour les privilèges des élites économiques, dans le domaine de la terre notamment. Dans les deux cas, encore et toujours, les articles consacrés aux deux dirigeants ne cessent de souligner leur « populisme », dans un contexte qui s'apparente parfois à un authentique lynchage médiatique.

■ Le « populisme » comme objet d'étude, ou la légitimation du statu quo néolibéral

Comment comprendre que ce concept de science politique soit si employé dans le langage journalistique, avec une telle agressivité à l'encontre de ceux qui seraient suspectés « d'en être » ? Quelle est l'image que nous renvoie du monde intellectuel européen l'analyse que celui-ci développe sur cette Amérique latine en effervescence ? Les auteurs travaillant sur le phénomène populiste s'attachent généralement à prendre moult précautions pour afficher une neutralité axiologique qui vise à nier toute dimension politique et normative à la définition qu'ils en proposent. La plus classique consiste à annoncer la volonté de se limiter à l'analyse d'un style d'exercice particulier du pouvoir, dépourvu de tout jugement sur le fond des politiques menées par les régimes étudiés. Force est de constater que même les sociologues les plus légitimes sur ce thème, malgré les intentions affichées, évitent difficilement cet écueil, tant il s'agit chez nous aussi d'un objet « chaud ». Si l'on débat du populisme latino-américain en Europe, c'est avec, en toile de fond, l'ombre portée des populismes propres au Vieux continent qui surgissent à partir des années 1980. Cohabitent dans cette catégorie une liste de leaders politiques digne d'un inventaire à la Prévert : des dirigeants d'extrême-droite comme le français Jean-Marie Le Pen, l'autrichien Jörg Haider ou le néerlandais Pim Fortuyn ; les « bons clients » médiatiques tels Silvio Berlusconi ou, en France, Bernard Tapie ; les « ethno-populistes d'Europe de l'Est » tels, en Russie, Vladimir Jirinovski, ou en Roumanie, Corneliu Vadim Tudor ; voire même, selon certains auteurs, les altermondialistes comme José Bové.

¹³ Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.

Ainsi, dans un article de synthèse censé dégager une conceptualisation capable d'embrasser la grande diversité de cas qui s'offre au chercheur, le politiste Guy Hermet¹⁴ en vient à expliquer que la « *promesse de réalisation* [des attentes de l'électorat] *en un laps de temps très bref constitue l'élément de définition essentiel du populisme* ». Puis il complète : « *il est clair que cette immédiateté [de réalisation] procède également de sa logique de médiation directe, [...] sans complications institutionnelles et sans délais* ». Finalement, « *l'unique définition discriminante du populisme réside dans ces deux dimensions, liées à la promesse immédiatement réalisable et à la non-médiation, qui garantit la réponse instantanée* »¹⁵. Si la définition proposée a le mérite d'écarter l'orientation idéologique du régime étudié comme variable pertinente, elle n'en conserve pas moins une forte teneur normative. La dénonciation faite par Hermet de « *la promesse immédiatement réalisable* » légitime en effet « *l'économie politique du possible* » promue par Javier Santiso. Mais comment cet « espace du possible » en politique – ou chez Hermet, la « temporalité » propre au politique – peut-il être défini par avance ? Un tel concept ne porte-t-il pas en lui un consensus implicite sur les politiques publiques « raisonnables » - et par conséquent « respectables » ? Toute politique visant à remettre en cause les structures économiques et sociales d'un pays ne risque-t-elle pas, finalement, de tomber sous le coup de l'accusation de populisme sans même qu'on ait pu en débattre ?

C'est nier, en somme, que la « politique du possible » évoquée, voire prônée, par de nombreux spécialistes du populisme constitue elle-même un projet politique en soi. Adossé à une crainte légitime de la réhabilitation de tout totalitarisme, ce « possibilisme » condamne à l'avance tout projet de transformation sociale. C'est ainsi qu'il faut entendre les injonctions formulées par certains auteurs afin de choisir entre l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité. Renoncer à la première pour réduire l'activité politique à la seconde, n'est-ce pourtant pas rejeter le cœur même de la politique qui consiste à gérer la tension entre ces deux dimensions ? Sans « conviction », en effet, la politique n'est plus qu'une affaire de gestionnaires et de techniciens. En d'autres termes, le possibilisme constitue une négation de la politique et de son moteur, le conflit¹⁶. Dans la pratique, cette posture conduit, en Amérique latine, à ne pas débattre des politiques publiques entreprises par les gouvernements soupçonnés de populisme. Du point de vue des politiques sociales, par exemple, le Brésil de Lula s'est pourtant fréquemment limité à un assistencialisme ciblé, illustré

¹⁴ Voir Guy Hermet, *Les populismes dans le monde, une histoire sociologique*, Paris, Fayard, 2001.

¹⁵ Guy Hermet, « El populismo como concepto », *Revista de ciencia política* (Santiago de Chile), Vol. 23, n° 1, 2003.

¹⁶ Chantal Mouffe, *La politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, La Découverte/MAUSS, 1994.

entre autres par le programme d'alimentation des familles pauvres « *Fome zero* ». Dans la plus grande continuité avec les politiques adaptées au modèle économique néolibéral, comme le furent en leur temps le Pronasol (Programme National de Solidarité) mis en œuvre par Carlos Salinas de Gortari au Mexique (1988-1994), ou le Pronaa (Programme National d'Assistance Alimentaire) dans le Pérou d'Alberto Fujimori (1990-2000), qui ont fréquemment engendré ou entretenu des clientèles politiques spécifiques. Si au Venezuela et en Bolivie, les politiques sociales privilégient encore des programmes de ce type, celles-ci pointent néanmoins clairement vers la création de droits dans le domaine de la santé, comme l'ont montré tant le projet chaviste de réforme constitutionnelle de décembre 2007, que la Constitution prochainement soumise au vote des Boliviens. Contrairement aux idées reçues, ce sont bien, actuellement, les « populistes » qui promeuvent l'instauration de droits universels dans leurs pays – au risque de perdre un rouage de contrôle social sur les populations les plus pauvres qui lui servent généralement de base sociale.

Afin d'expliquer la capacité des leaders populistes à parvenir, puis à se maintenir au pouvoir, une majorité d'auteurs évoque soit la non-médiation partisane et institutionnelle entre le dirigeant et le « peuple », soit le charisme et le pouvoir de séduction de ce même dirigeant – les deux options étant bien sûr parfaitement compatibles. Ces hypothèses s'inscrivent dans un postulat de départ explicité en son temps par le sociologue argentin Gino Germani : le populisme s'entend comme un rapport social établi entre un « chef » et une « masse disponible d'adeptes », sujet politique caractérisé avant tout par sa passivité face aux événements, dont l'apathie, résultant d'une lente désillusion à l'égard du système politique institutionnel, constitue un préalable nécessaire à sa conquête¹⁷. Là encore, ce lien presque ésotérique entre le *caudillo* et ses bases nie la pyramide de rapports sociaux qui structure, par le biais d'interactions sociales concrètes, la relation qui s'établit entre le dirigeant et ses militants. Il postule par ailleurs la faible compétence politique¹⁸ des milieux populaires qui succombent à la séduction du chef – milieux qui, dès lors, se voient attribués une certaine irresponsabilité quant à l'exercice de leur citoyenneté, ainsi qu'une incapacité à voter en fonction de leurs « vrais » intérêts. On ne peut, certes, occulter l'importance de la personnalité des dirigeants politiques dans la construction de leur leadership. À l'évidence, en Argentine, Juan Domingo Perón demeure un *case study* d'une incroyable richesse pour qui s'intéresse à la domination charismatique en politique. Mais le charisme n'est-il pas depuis toujours un pré-requis nécessaire aux dirigeants des partis politiques de tous bords ? L'idée de non-médiation est tout aussi

¹⁷ Gino Germani, *Politique, société et modernisation*, Gembloux, Duculot, 1972.

¹⁸ Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

problématique : si le péronisme semble se perpétuer en Argentine, à tel point qu'on parle désormais d'un « péronisme infini »¹⁹, c'est en grande partie par la capacité de l'appareil justicialiste à maintenir ses réseaux actifs quelque soit la conjoncture, en proposant des incitations tout autant matérielles que sociales. Les enquêtes d'anthropologie politique menées par le sociologue argentin Javier Auyero²⁰ dans les quartiers populaires de Buenos Aires se révèlent ainsi bien plus utiles pour dévoiler les rouages de cette exceptionnelle continuité, que les grandes études consacrées au leadership populiste de Perón. Les travaux consacrés, à ce jour, au « populisme » de Chávez ou Morales peinent à rendre compte de la richesse des relations qui existent entre gouvernements et mouvements sociaux. En effet, si les organisations sociales des deux pays s'avèrent très autonomes dans la politique contestataire – qui constitue leur activité quotidienne –, elles n'en demeurent pas moins très dépendantes du pouvoir exécutif dès lors qu'elles sont amenées à devoir agir au sein du champ politique institutionnel. Oscillant entre délégation et participation, la configuration du rapport entre chefs d'État et bases militantes est donc très éloignée du panorama traditionnellement dressé, dans la presse notamment, sur ce qui ne serait que des « hordes de pauvres » instrumentalisées par un pouvoir irresponsable.

Les limites du concept de populisme paraissent suffisantes, par conséquent, pour souscrire à la proposition de l'analyste politique et journaliste français Marc Saint-Upéry : « déclarons un moratoire de, disons, cinq ans sur l'usage du concept de « populisme », et, dans une moindre mesure, de l'adjectif « populiste » »²¹. À n'en pas douter, aujourd'hui, ce concept fait preuve d'une telle élasticité qu'il en apprend moins sur les régimes au sujet desquels il est employé, que sur celles et ceux qui l'emploient. De fait, les usages politiques et sociaux de ce concept par rapport aux cas européens et latino-américains surprennent par leur frappante similarité. Ainsi, la désidéologisation qu'entraîne l'emploi de cette notion réduit tant le chavisme au Venezuela que le lepénisme en France à des séquences irrationnelles d'effervescence anti-politique : comment peut-il en être autrement quand il s'agit d'expliquer l'adhésion de masses apathiques au discours et au charisme d'un leader politique qui promet l'impossible ? En résulte, en France comme dans le reste de l'Europe, un mépris palpable des intellectuels envers les classes populaires en tant que protagonistes du jeu politique, qui n'a d'égal que la faible importance que ceux-là mêmes attribuent à une question sociale désormais conditionnée à la possibilité d'accéder à la modernité néolibérale. Comme le suggère la politiste française Annie Collovald, le recours au concept de populisme montre combien, pour la gauche

¹⁹ Maristella Svampa, « La Argentina del peronismo infinito », *Archipiélago* (La Paz), n° 1, 2007.

²⁰ Javier Auyero, *La política de los pobres, las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Manantial, 2001.

²¹ Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolívar, le défi des gauches sud-américaines*, Paris, La Découverte, 2007.

social-libérale, « *les classes populaires ne sont plus une cause à défendre, mais un problème à résoudre* »²².

■ **Quand « le peuple ne comprend pas », ou la perplexité des intellectuels face aux classes populaires**

Ainsi, au lendemain du rejet par référendum du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE), le 29 mai 2005 en France, puis le 1^{er} juin aux Pays-Bas, les intellectuels français n'ont pas compris comment les classes populaires ont pu se laisser entraîner vers la mise en échec de la construction de l'Union européenne, et ce par des militants altermondialistes qui, profitant de « l'ignorance » des premiers, ont pu disséminer leur « propagande ». Le 30 mai, Serge July, alors rédacteur en chef de l'un des principaux journaux français, *Libération*, analyse en ces termes la défaite du « Oui » pour lequel il a milité des mois durant : « *Les uns ont surenchéri dans la maladresse, les autres dans les mensonges éhontés. À l'arrivée, un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage, la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité* ». Quelques mois plus tard, un politiste régulièrement présent sur les plateaux de télévision – afin, bien sûr, d'y défendre le TCE avec une ardeur militante pour le moins troublante de la part d'un universitaire – publie sur cet événement un ouvrage dans lequel il expose la thèse du « social-nationalisme »²³. Une formule commode qui permet de placer sur un pied d'égalité l'extrême-droite souverainiste et la gauche radicale antilibérale qui ont fait campagne, séparément, pour le « Non ». Dans un entretien accordé à la presse, il dit de la défaite du « Oui » : « *les Français comprennent chaque jour davantage ce que signifie la globalisation. Ils s'inquiètent, voire prennent peur. Quelques hommes politiques sans scrupules et irresponsables n'hésitent pas à jouer de ces préoccupations pour faire avancer leur carrière électorale* ». Une peur irrationnelle face à une mondialisation libérale faisant partie de l'ordre des choses, des classes populaires manipulées, des politiques prêts à tout pour faire décoller leur carrière. En France et aux Pays-Bas, c'est le « complot populiste » qui a encore frappé.

Dans la bande dessinée *Tintin et les Picaros*, Hergé retrace les luttes de pouvoir qui agitent un État latino-américain imaginaire, le San Theodoros²⁴. Un général rebelle

²² Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Paris, Le Croquant, 2004.

²³ Dominique Reynié, *Le vertige social-nationaliste : La gauche du Non et le référendum de 2005*, Paris, La Table Ronde, 2005.

²⁴ Hergé, *Tintin et les Picaros*, Tournai, Casterman, 1976.

aux allures de Fidel Castro, Alcázar, parvient à renverser le sanguinaire général Tapioca, avec la complicité de Tintin. Pourtant, quelques mois plus tard au San Theodoros, rien n'a changé : non seulement la misère persiste, mais bien vite, le général Alcázar semble s'enivrer d'un pouvoir dont il tire avant tout un profit personnel. La gauche européenne, de nos jours, ne regarde plus vers l'Amérique latine pour y trouver des « bons révolutionnaires » qui puissent lui servir de références. Désormais, elle est occupée à traquer les Alcázar potentiels, ceux-là même dont le style « populiste » actuel laisse augurer de trahisons futures envers le « peuple ». Chávez, Morales et Correa font partie de ces suspects. Non pas que leur politique se réduise à la traduction d'une rhétorique enflammée et déconnectée de toute réalité – contrairement à bien des clichés, les gouvernements qu'ils dirigent font preuve d'un surprenant pragmatisme économique, même dans la recherche de nouveaux horizons post-libéraux²⁵. Si les « populistes latino-américains » dérangent autant, c'est surtout parce qu'en dépit de ce pragmatisme, ces chefs d'État n'ont pas renoncé à des objectifs de transformation sociale que la gauche européenne, elle, a abandonnés il y a fort longtemps déjà. Comme l'indiquait en 2004 l'historien britannique Perry Anderson, « *la gauche a gagné ses galons de parti de gouvernement après avoir perdu la bataille des idées* »²⁶.

C'est la raison pour laquelle ce supposé populisme fait l'objet de tant d'attaques : sous bien des aspects, il s'érige en mauvaise conscience d'une gauche qui a renoncé aux idéaux qui, des décennies durant, constituèrent son logiciel idéologique, et qui désormais, ne peut analyser la croissante désaffection des classes populaires à son égard que sous l'angle de la « théorie du complot ». Car outre le fait qu'il offre une lecture dépolitisée de cette rupture entre les « masses » et leurs représentants traditionnels, le concept de populisme apporte également un cadre d'analyse commode qui permet de désigner rationnellement des coupables à cet état de fait (des politiques pratiquant la surenchère, un peuple ignorant) tout en s'exemptant soi-même d'une quelconque responsabilité. À voir l'enthousiasme exprimé, à nouveau, par la quasi-totalité de la social-démocratie européenne pour ratifier le Traité de Lisbonne (ou Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, TFUE), signé le 13 décembre 2007 dans la capitale portugaise, cette rupture risque de durer longtemps. Comparant le nouveau TFUE à l'ancien TCE rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas, la chancelière allemande Angela Merkel a pourtant déclaré au quotidien britannique *Daily Telegraph* le 29 juin 2007, « *la substance de la Constitution est*

²⁵ Sur Morales, voir Pablo Stefanoni, « Siete preguntas y siete respuestas sobre la Bolivia de Evo Morales », *Nueva Sociedad* (Buenos Aires), n° 209, 2007 ; sur Chávez, voir Marc Saint-Upéry, « El enigma bolivariano », *Archipiélago* (La Paz), n° 1, 2007.

²⁶ Perry Anderson, « Dégringolade », *London Review of Books*, Vol. 26, n° 17, 2004.

maintenue. C'est un fait ». Pourtant, le TFUE, lui, sera uniquement soumis à une ratification par voie parlementaire, et non par référendum comme l'avait été le TCE dans quelques pays trois ans auparavant²⁷. En d'autres termes, ce qui n'a pu être approuvé par le recours au suffrage universel fera l'objet d'un passage en force dans les enceintes feutrées des parlements des pays membres de l'Union. Face à cet évident déni de démocratie, on n'a guère entendu la gauche, pas même le PS français. « L'espace du possible » en Europe se serait-il à ce point réduit qu'il n'y a même plus de place pour que fonctionnent les mécanismes les plus élémentaires d'une démocratie digne de ce nom ? Les « classes populaires » sont-elles devenues si gênantes pour la gauche qu'il lui faut désormais éviter de se soumettre à ses suffrages dans le chemin nous conduisant vers la félicité néolibérale ? Pour l'heure, entre une social-démocratie effrayée par le « peuple », et des leaders soi-disant « populistes » qui ne rechignent pas, à l'inverse, à se soumettre à l'épreuve des référendums révocatoires au Venezuela et en Bolivie, les inquiétudes que l'on peut avoir sur la consolidation de la démocratie ne proviennent pas forcément des pays les plus récemment convertis. ☒

Este artículo es la versión original en francés de «Del entusiasmo al desconcierto. La mirada de la izquierda europea sobre América Latina y el temor al populismo», incluido en NUEVA SOCIEDAD N° 214, marzo-abril de 2008, ISSN 0251-3552, <www.nuso.org>.

²⁷ Seule la république d'Irlande organisera un référendum pour entériner la ratification de ce traité, en vertu des dispositions constitutionnelles de ce pays.